



Entre mobilisation réelle et lecture politique du scrutin

N° 538 DU 15 AVRIL 2026

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATIONS, D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE PUBLICITÉS

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

PRÉSIDENTIELLE 2026

Éric Houndété revendique un choix « de raison » sur Bip Radio

PAGE 08

PORTRAIT DU SUCCESSEUR DE PATRICE TALON EN 2026

PAGE 03

Wadagni, l'ascension d'un technocrate vers la magistrature suprême

(Des chiffres à la légitimité populaire)



MOBILISATION CITOYENNE

PAGE 02

Le fan-club RoW passe à l'analyse après le scrutin du 12 avril

FAN-CLUB
RoW



ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



Le cadre idéal pour vos événements inoubliables !

☎ 0198904640 / 0144904640

Les résidences

FENOOU

APPARTEMENTS - CHAMBRES MEUBLÉS

☎ 0198904640 / 0144904640

Confort et luxe s'allient pour vous offrir un séjour incroyable.



MOBILISATION CITOYENNE

Le fan-club Row passe à l'analyse après le scrutin du 12 avril

FAN-CLUB
Row



Quelques jours après l'élection présidentielle du 12 avril 2026, l'heure est déjà au bilan au sein du fan-club de Romuald Wadagni. Acteur engagé dans la mobilisation électorale, le mouvement entend capitaliser sur son expérience de terrain pour renforcer son action citoyenne.

C'est dans cette dynamique qu'une rencontre stratégique est annoncée pour le samedi 18 avril 2026 à Porto-Novo. Prévue à la salle de conférence ELONA HOUSE à partir de 09h30, cette activité réunira militants, coordinateurs et sympathisants autour d'un objectif clair : analyser la contribution du fan-club à la participation électorale et tracer les perspectives.

Durant la campagne et le jour du vote, les membres du fan-club ont multiplié les actions de sensibilisation, notamment auprès des jeunes et des primo-votants. Une mobilisation saluée par plusieurs observateurs, dans un contexte où le taux de participation demeure un enjeu majeur pour la consolidation

démocratique.

La rencontre du 18 avril se veut donc un cadre d'échanges francs et constructifs. Au programme : présentation du bilan des activités, témoignages des acteurs de terrain, analyse des forces et des insuffisances, ainsi que l'élaboration de recommandations pour les échéances à venir.

Au-delà d'un simple exercice interne, cette initiative traduit la volonté du fan-club de s'inscrire durablement dans une dynamique d'engagement citoyen structuré. Elle marque également une étape importante dans la consolidation de ses actions en faveur d'une participation électorale plus forte et plus inclusive.

Avec ce rendez-vous, le fan-club Romuald Wadagni confirme son ambition : transformer l'essai de la mobilisation en une stratégie durable au service de la démocratie béninoise.

James Meryl ALLAGBE

MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'Emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'Emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOUE GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com
Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com
TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Eméric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)
Godfroy MISSAHOGBE (Journaliste)
Youssef Michel AVOCEGAMOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

PORTRAIT DU SUCCESSEUR DE PATRICE TALON EN 2026

ROMUALD WADAGNI, L'ASCENSION D'UN TECHNOCRATE VERS LA MAGISTRATURE SUPRÊME

(Des chiffres à la légitimité populaire)

Longtemps identifié comme l'architecte des réformes économiques béninoises, Romuald Wadagni s'impose désormais dans l'arène politique nationale. Après une décennie à la tête du ministère de l'Économie et des Finances, il accède à la présidence du Bénin à l'issue d'un scrutin dont les résultats ont été proclamés dans la nuit de lundi à mardi. Une trajectoire singulière pour cet homme qui a d'abord bâti sa crédibilité dans la rigueur des chiffres avant de la consacrer dans les urnes.

Une campagne de terrain pour casser les codes

Figure réputée discrète, peu encline aux projecteurs, Wadagni a surpris par l'intensité de sa campagne. Multipliant jusqu'à six meetings quotidiens, il a parcouru l'ensemble du territoire, des grands axes de Cotonou aux localités les plus reculées.

Adoptant un style sobre et accessible, loin des codes classiques, il s'est présenté sans artifices, enchaînant les interventions sans notes et abordant des thématiques variées. Une stratégie assumée pour déconstruire son image d'expert technocrate et affirmer une proximité avec les populations.

Des racines locales à une carrière internationale

Né à Lokossa en 1976, dans le sud-ouest du pays, Romuald Wadagni revendique un ancrage fort à ses origines. Issu d'un milieu familial intellectuel, il a toutefois construit l'essentiel de sa carrière à l'international.

Formé en finance en France puis à la prestigieuse Université Harvard, il intègre le cabinet Deloitte, où il accède au rang d'associé en charge de plusieurs opérations africaines. Un parcours qui forge son profil d'expert reconnu des questions économiques.

Une décennie de réformes économiques structurantes

En 2016, le président Patrice Talon lui confie les rênes des finances publiques. Une nomina-

tion marquante à quelques mois de ses 40 ans.

Sous sa direction, le Bénin engage une transformation économique notable : réduction significative du déficit public, stabilisé autour de 3 % du PIB, relance des investissements structurants et modernisation progressive de l'économie.

Reconduit et promu ministre d'État en 2021, il s'impose comme l'un des piliers du dispositif gouvernemental, dans un contexte de croissance soutenue dépassant les 6 % en moyenne sur plusieurs années.

Dans la continuité, mais face à de nouveaux défis

Arrivé à la tête de l'État, Romuald Wadagni devrait s'inscrire dans la continuité des politiques engagées sous Patrice Talon. Toutefois, l'exercice du pouvoir présidentiel élargit considérablement le champ des responsabilités.

Au-delà des performances économiques, le nouveau chef de l'État devra faire face à des enjeux sécuritaires majeurs, notamment dans le nord du pays, confronté à des menaces persistantes. Une problématique qui s'impose désormais comme l'un des tests décisifs de son mandat.

Un profil de rassembleur pour une nouvelle génération politique

Soutenu par les principales formations de la majorité, et bénéficiant de ralliements au-delà de son camp, Wadagni s'est progressivement imposé comme une figure de consensus.

Son style, marqué par la retenue et l'efficacité, tranche avec les pratiques politiques plus démonstratives. Pour ses partisans, il incarne une nouvelle génération de dirigeants, davantage orientée vers les résultats que vers les discours.

Une diplomatie d'équilibre à consolider

Sur le plan international, il devrait poursuivre une ligne prag-



matique. Proche de partenaires traditionnels comme la France, il devra néanmoins composer avec un environnement régional en mutation, notamment avec des relations à reconstruire avec certains voisins comme le Niger.

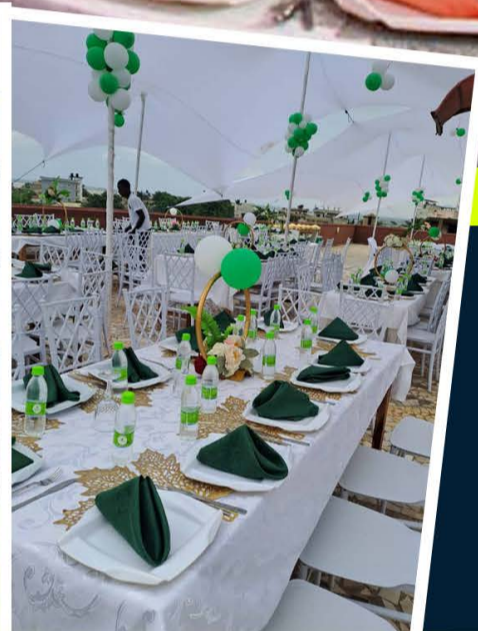
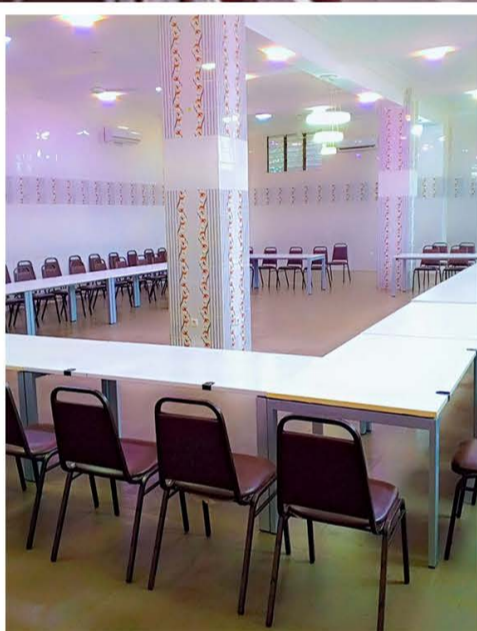
Entre gouvernance et libertés publiques

La question des libertés publiques s'impose également comme un enjeu majeur de son mandat. Héritier d'une période

marquée par un encadrement strict de l'espace politique, il lui reviendra de trouver un équilibre entre stabilité institutionnelle et ouverture démocratique.

Élu pour un mandat de sept ans renouvelable une fois, Romuald Wadagni ouvre ainsi une nouvelle page de l'histoire politique du Bénin, avec en ligne de mire des ambitions de transformation à long terme, à l'horizon 2040.

Emeric Joël ALLAGBE



ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ? Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ✓ ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- ✓ SALLES CLIMATISÉES
- ✓ GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- ✓ GROUPE ELECTROGÈNE



Djassin Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

LEADERSHIP AU SOMMET DE L'ÉTAT

JOSEPH FIFAMIN DJOGBÉNOU FACE À SON DESTIN NATIONAL

Il est des figures politiques dont l'ascension dépasse les contingences ordinaires pour s'inscrire dans une logique de nécessité. Des hommes dont le parcours semble répondre à une attente profonde, presque silencieuse, d'un peuple en quête de repères solides. Joseph Fifamé Djogbénoou appartient à cette catégorie singulière.

À la veille de son accession annoncée à la présidence de l'Assemblée nationale, ce 15 avril, l'enjeu dépasse largement la prise d'une fonction institutionnelle. C'est une responsabilité d'État qui s'ouvre à lui, avec tout ce qu'elle implique d'exigence, de hauteur et de vision.

Car l'homme ne s'est jamais construit dans l'improvisation. Juriste de haut rang, professeur agrégé, avocat reconnu, il s'est imposé dans l'espace public par la rigueur de sa pensée et la précision de son verbe. Mais chez lui, l'intellect n'est jamais resté théorique : il s'est toujours prolongé dans l'action.

Proche parmi les proches du président Patrice Talon, il a été l'un des artisans discrets mais déterminants des grandes réformes engagées depuis 2016. Là où d'autres privilégiaient les équilibres fragiles, lui a choisi la refondation. Là où certains temporisaient, il a assumé des choix structurants, guidé par une conviction simple : un État fort repose sur la cohérence, la clarté et l'autorité des institutions.

Son passage à la tête de la Cour constitutionnelle a cristallisé cette approche. Il y a imprimé une marque reconnaissable entre toutes : exigence, discipline et fermeté. Un style qui n'a jamais cherché le consensus facile, mais qui a constamment visé la solidité institutionnelle. Aujourd'hui, c'est ce même cap qui l'attend au Parlement.

L'Assemblée nationale béninoise, en quête de renouveau, pourrait trouver en lui bien plus qu'un arbitre : un véritable bâtisseur. À travers sa gouvernance, c'est l'idée d'une institution plus structurée, plus influente et plus respectée qui se dessine. Une Assemblée qui ne se limite pas à produire des lois, mais qui incarne pleinement la gravité républicaine.

Ce qui distingue fondamentalement Joseph Fifamé Djogbénoou, au-delà de ses compétences techniques, c'est sa capacité à inscrire son action dans le temps long. Dans un univers politique souvent dominé par l'urgence et l'instantané, il privilégie la construction patiente, la cohérence des normes et la stabilité des institutions.

Mais le défi qui s'ouvre à lui est à la hauteur de cette ambition.

Présider une Assemblée nationale, ce n'est pas seulement diriger des débats. C'est porter une certaine idée de la démocratie : une démocratie exigeante, structurée, capable de transformer la diversité des opinions en décisions éclairées. Il lui faudra ainsi conjuguer deux impératifs : rester fidèle à la dynamique réformatrice en cours tout en garantissant l'autonomie et la vitalité du pouvoir législatif.

Un exercice d'équilibre délicat, mais à la mesure de son parcours.

Car Joseph Fifamé Djogbénoou n'est pas un homme qui contourne la complexité. Il la maîtrise, l'intègre et s'en sert comme levier. Plus qu'un juriste ou un responsable politique, il apparaît comme un véritable stratège de l'État, attentif aux rapports de force, aux mécanismes institutionnels et aux exigences de légitimité.

Le 15 avril s'annonce ainsi comme un moment charnière. Une transition décisive, où il ne s'agira plus seulement de concevoir les équilibres institutionnels, mais de les incarner au plus haut niveau du pouvoir législatif.

Dans un contexte ouest-africain marqué par des incertitudes politiques, le Bénin demeure une référence relative en matière de stabilité institutionnelle. Une stabilité précieuse, mais fragile, qui repose en grande partie sur la qualité



ASSEMBLÉE NATIONALE DU BÉNIN

de ses dirigeants et de ses institutions. En accédant au perchoir, Joseph Fifamé Djogbénoou en devient l'un des garants essentiels.

Mais au-delà de la continuité, une opportunité s'offre à lui : celle d'insuffler une ambition nouvelle. Faire du Parlement un centre d'impulsion, redonner au débat sa profondeur, à la loi sa noblesse et à l'institution sa pleine dignité.

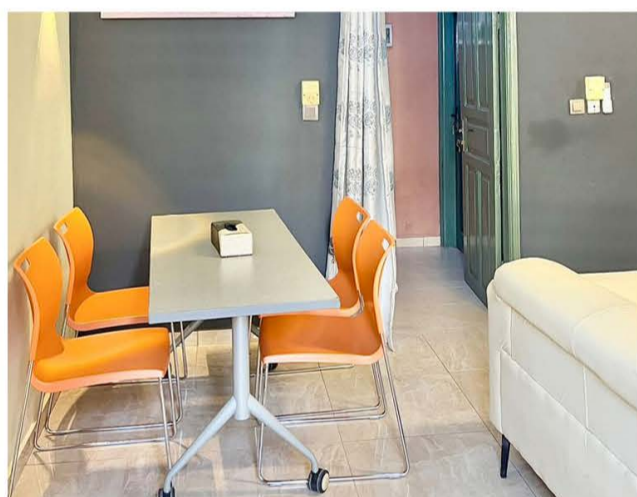
Au fond, l'enjeu est clair : hisser davantage l'État. Et si une formule devait résumer cette séquence politique, ce serait celle-ci : transformer le pouvoir en exigence, et l'exigence en culture.

À l'instant où il s'apprête à franchir ce cap, une certitude s'impose : ce n'est pas seulement un homme qui accède à une fonction.

C'est une vision qui prend forme. Et peut-être déjà, une marque durable sur l'histoire institutionnelle du Bénin.

Godfroy MISSAHOGBÉ

Les résidences **FENOU**



Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer : chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain. L'expérience idéale pour profiter à votre rythme !

CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique



Djassin Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

LOISIRS, FÊTES ET DÉTENTE À PORTO-NOVO

L'ESPACE FIFAMÈ, VOTRE NOUVEL AIR DE FÊTE À ELONA HOUSE !

Pour toutes vos soirées en plein air, anniversaires, chill soirées et autres événements conviviaux, le promoteur de la salle ELONA HOUSE à Porto-Novo lance un nouveau concept : l'espace FIFAMÈ. Un cadre idéal, désormais ouvert à toute la population de Porto-Novo et des environs.

Porto-Novo se dote d'un nouvel espace de loisirs qui promet de marquer les esprits : l'espace FIFAMÈ, récemment mis à disposition par le promoteur de la salle ELONA HOUSE, bien connue pour accueillir des événements prestigieux dans la capitale.

Situé dans un environnement agréable et facilement accessible, FIFAMÈ offre un cadre spacieux, sécurisé et bien aménagé, parfait pour organiser des soirées en plein air, anniversaires, chill soirées, retrouvailles entre amis, petits concerts, afterworks et bien plus encore. Avec une atmosphère détendue et une ambiance chaleureuse, l'espace s'adapte aussi bien aux rassemblements festifs qu'aux moments de détente en famille ou entre collègues.

Que vous soyez un particulier, une association ou une entreprise, FIFAMÈ est l'endroit rêvé pour sublimer vos instants de convivialité à Porto-Novo.

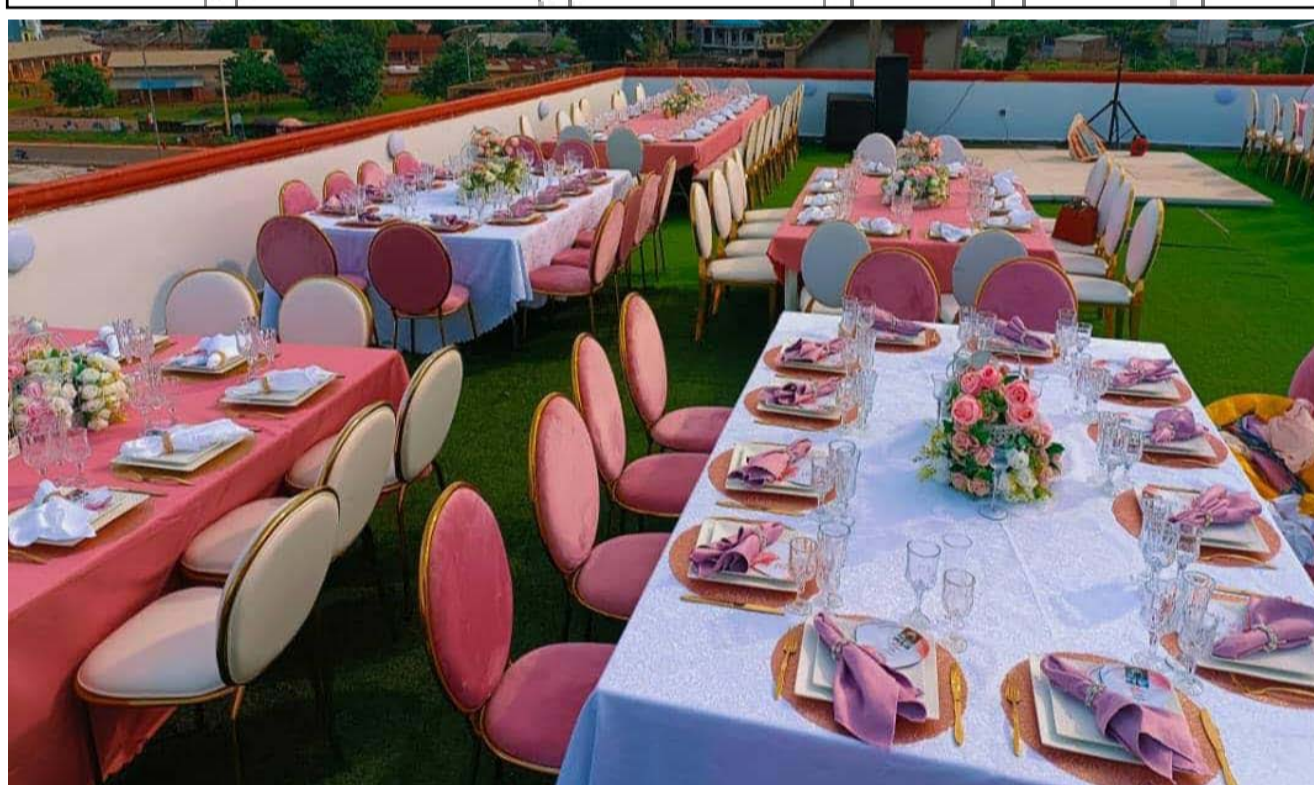
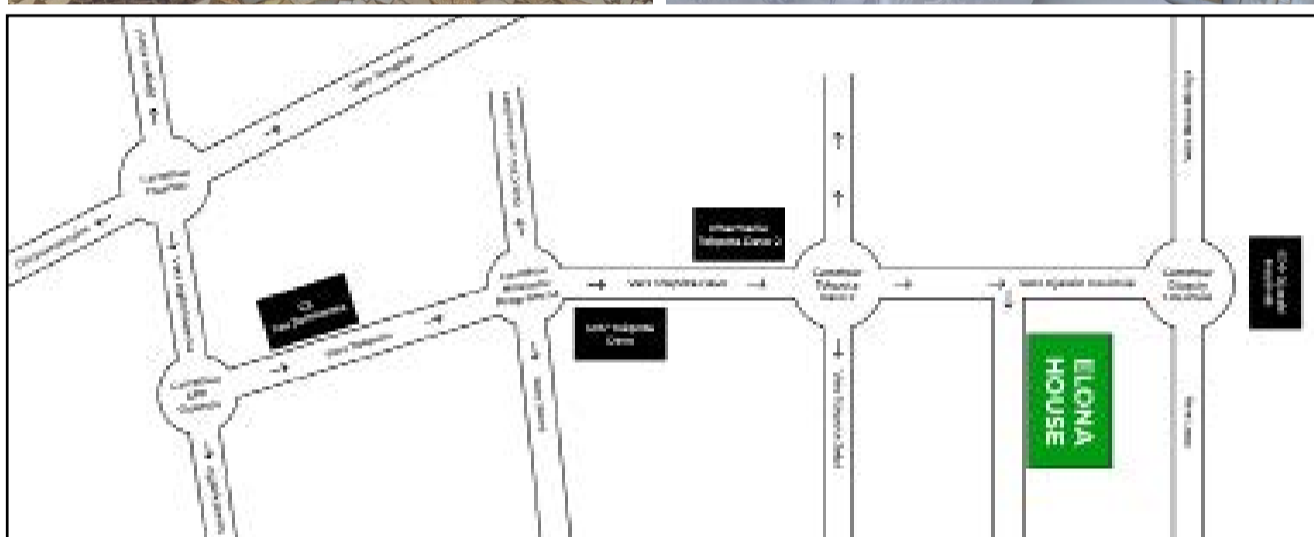
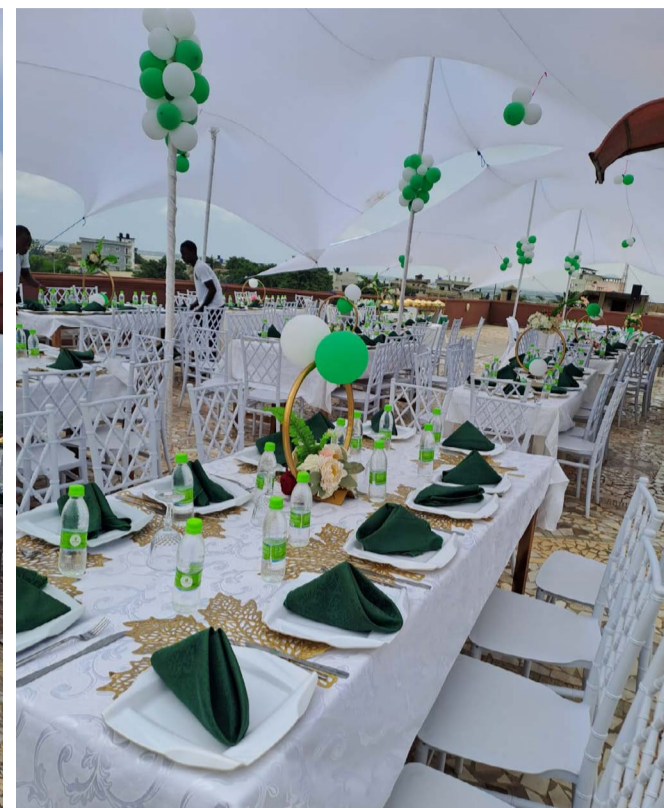
Réservez dès maintenant et offrez-vous l'expérience FIFAMÈ !

- Localisation : Salle ELONA HOUSE, Porto-Novo

- Contacts: 0144904640 / 0198904640

- Disponibilité : Tous les jours sur réservation

James Méryl ALLAGBE



PRÉSIDENTIELLE 2026

Éric Houndété revendique un choix « de raison » sur Bip Radio



À quelques jours du scrutin présidentiel du 12 avril 2026, la prise de position de Éric Houndété continue de susciter débats et interrogations sur la scène politique nationale. Invité de Bip Radio, l'acteur politique, originaire de Kpomassè, a clarifié les motivations de son soutien au candidat Romuald Wadagni.

Un soutien assumé, loin de tout arrangement politique

Face aux rumeurs évoquant un éventuel accord politique, Éric Houndété a tenu à lever toute équivoque. Il rejette catégoriquement l'idée d'un « deal » et revendique une décision fondée sur une analyse personnelle et rationnelle du projet de société

porté par le candidat de la mouvance présidentielle.

Selon lui, ce choix procède d'une « adhésion de raison », motivée par des convergences sur des enjeux majeurs pour le pays.

« Pas un abonnement à l'opposition »

Interpellé sur la cohérence de son positionnement, alors qu'il se réclame toujours du parti Les Démocrates, Éric Houndété a livré une déclaration forte : « On ne crée pas un parti politique pour faire un abonnement à l'opposition ».

À travers cette formule, il affirme une vision pragmatique de l'en-

gagement politique, où l'intérêt national primerait sur les postures partisans figées.

Un choix stratégique orienté vers des priorités communes

Dans son intervention, l'homme politique met en avant plusieurs axes de convergence avec le candidat qu'il soutient. Il cite notamment l'amélioration des conditions de vie des populations, le renforcement des libertés publiques et la consolidation de la démocratie.

Autant de priorités qu'il juge essentielles et qui, selon lui, justifient son positionnement dans le contexte actuel.

La liberté de choix en l'absence de ligne officielle

Se présentant toujours comme président par intérim des Les Démocrates, Éric Houndété rappelle que sa formation politique n'a pas officiellement pris position pour cette élection.

Dans ce contexte, il revendique pleinement sa liberté individuelle en tant que citoyen de faire un choix qu'il estime conforme à ses convictions et à sa lecture de l'intérêt général.

Par cette sortie médiatique, Éric Houndété assume une posture qui tranche avec les lignes classiques de l'opposition, au risque de raviver les tensions internes au sein de sa formation politique, mais aussi de redéfinir les équilibres dans le paysage politique béninois à l'issue du scrutin.

Youssef AVOCEGAMOU

PARTICIPATION ÉLECTORALE DU 12 AVRIL 2026

Entre mobilisation réelle et lecture politique du scrutin



Alors que près de 7,9 millions de Béninois étaient appelés aux urnes le dimanche 12 avril 2026, le scrutin présidentiel a livré une image contrastée de la participation citoyenne. Entre affluence relative dans certaines zones et désintérêt perceptible ailleurs, une question s'impose : comment comprendre l'attitude des électeurs et quels messages ont-ils réellement exprimés à travers leur vote ?

Sur le plan des chiffres, le taux de participation s'est établi autour de 58 %, un niveau en progression par rapport à 2021, mais encore jugé modéré par plusieurs observateurs. Dans les grandes agglomérations comme Cotonou ou Porto-Novo, l'engouement est resté timide, avec des bureaux enregistrant parfois moins de 40 % de votants. À l'inverse, les zones rurales ont affiché une mobilisation plus soutenue, traduisant un ancrage encore fort du vote comme devoir civique dans ces localités.

Pour de nombreux analystes, cette participation différenciée s'explique d'abord par le contexte politique du scrutin. La large do-

mination du candidat de la mouvance présidentielle et l'absence d'une opposition structurée ont contribué à réduire l'intensité de la compétition électorale. Dans ces conditions, une partie de l'électorat n'a pas perçu d'enjeu décisif, ce qui a pu freiner la mobilisation, notamment en milieu urbain.

Mais réduire le comportement des électeurs à un simple désintérêt serait une lecture incomplète. En réalité, le vote du 12 avril apparaît aussi comme un acte d'adhésion pour une frange importante de la population. La continuité des réformes engagées ces dernières années, les progrès économiques enregistrés et la promesse de stabilité institutionnelle ont convaincu une partie des électeurs de se déplacer pour soutenir cette trajectoire.

À travers leur participation, les Béninois ont ainsi envoyé plusieurs messages. D'abord, un message de confiance relative envers la stabilité politique et la continuité de l'État. Ensuite, un signal plus nuancé, traduisant une attente forte en matière d'inclusion politique et de

pluralisme démocratique. Enfin, une expression silencieuse de lassitude chez certains citoyens, face à un scrutin perçu comme joué d'avance.

Pour Jock ADAMMADO et Armand VIDÉGLA, observateurs de la scène politique, cette élection révèle une maturité électorale en construction. Selon eux, le peuple béninois ne se contente plus de voter massivement ; il choisit désormais les moments et les conditions de sa mobilisation, transformant ainsi la participation en véritable instrument d'expression politique.

Au-delà des chiffres, le scrutin du 12 avril 2026 confirme donc une évolution profonde du comportement électoral au Bénin. Entre adhésion, réserve et exigence démocratique, les électeurs ont, une fois encore, rappelé que leur silence ou leur mobilisation constituent en eux-mêmes un langage politique à part entière.

Emeric Joël ALLAGBE

TOFFO

Un incendie provoqué par du "kpayo" fait plusieurs blessés et d'importants dégâts



Un grave incendie s'est déclaré le lundi 13 avril 2026 à Cassagbo, dans l'arrondissement de Coussi, commune de Toffo, plongeant les populations locales dans la stupeur.

Un drame déclenché par la proximité du carburant frelaté

À l'origine du sinistre, la présence d'essence de contrebande, communément appelée « kpayo », stockée à proximité immédiate d'un foyer domestique. Selon

les premières constatations, une simple étincelle aurait suffi à embraser le carburant, déclenchant un incendie d'une rare intensité.

Les flammes se sont rapidement propagées, alimentées par la forte inflammabilité du produit, laissant peu de temps aux riverains pour réagir.

Des habitants en première ligne avant l'arrivée des secours

Alertés par la violence de l'incen-

die, les habitants ont tenté de circonscire le feu avec des moyens rudimentaires, utilisant seaux d'eau et objets de fortune. Une mobilisation spontanée mais insuffisante face à l'ampleur du sinistre.

L'intervention des sapeurs-pompiers venus de Allada a finalement permis de maîtriser les flammes et d'éviter une propagation à plus grande échelle.

Trois blessés graves, évacuations en cours

Le bilan provisoire fait état de trois blessés graves. Pris en charge en urgence au centre de santé de Coussi, les victimes devraient être transférées vers des structures hospitalières plus adaptées pour des soins spécialisés.

Aucun décès n'a été enregistré, mais l'état de certains blessés suscite de vives inquiétudes.

Des pertes matérielles considérables

Au-delà du bilan humain, l'in-

cidie a causé d'importants dégâts matériels. Plusieurs installations et biens situés à proximité du point de départ des flammes ont été détruits ou fortement endommagés.

Une nouvelle alerte sur les dangers du "kpayo" en zone habitée

Ce drame relance le débat sur les risques liés à la commercialisation et au stockage du carburant illicite au cœur des habitations. Une pratique répandue, mais particulièrement dangereuse, comme le démontre une fois de plus cet incident.

Les autorités locales mobilisées

Informé de la situation, le maire de Toffo s'est rendu sur les lieux pour exprimer sa solidarité aux victimes et suivre de près les opérations de prise en charge.

Des mesures d'urgence ont été engagées afin d'assister les sinistrés et prévenir de nouveaux drames.

Youssef AVOCEGAMOU

APRÈS LES INCIDENTS DE LA FINALE SÉNÉGAL-MAROC

La justice marocaine tranche



À Rabat, l'épilogue judiciaire de la finale tendue de la Coupe d'Afrique des nations 2025 entre le Sénégal et le Maroc est désormais connu. Lundi 13 avril, la cour d'appel a confirmé les condamnations prononcées en première instance contre 18 supporters sénégalais impliqués dans les troubles survenus en marge de la rencontre.

Des peines confirmées malgré les contestations

Après plusieurs heures de débats, le

verdict est tombé tard dans la soirée. Les 18 prévenus ont écopé de peines allant de trois mois à un an de prison, assorties d'amendes jugées conséquentes. Une décision conforme au jugement initial rendu en février, bien que le parquet ait, une nouvelle fois, plaidé pour des sanctions plus lourdes, allant jusqu'à deux ans de prison ferme.

Des incidents survenus lors d'une finale sous haute tension

Les faits remontent au 18 janvier, au

stade Moulay-Abdellah, théâtre de la finale remportée 1-0 par le Sénégal. Des affrontements avaient éclaté dans les tribunes, impliquant des supporters, des agents de sécurité et des forces de l'ordre. Les autorités marocaines ont retenu contre les accusés des faits de « hooliganisme ».

Une défense qui dénonce un manque de preuves

Du côté de la défense, la décision suscite de vives critiques. L'avocat des supporters, Patrick Kabou, conteste fermement la matérialité des faits reprochés. Selon lui, aucune preuve tangible n'aurait été présentée pour établir l'implication directe de ses clients dans les violences. Il affirme notamment que ses demandes de production d'images ou de vidéos d'identification sont restées sans suite.

Des groupes de supporters identifiés

Les personnes condamnées appartiendraient à deux associations bien

connues de supporters sénégalais : 12e Gaidé et ASC Lébougui. Elles avaient été interpellées peu après les échauffourées.

Une fin de match controversée

La tension autour de cette finale s'explique aussi par des décisions arbitrales contestées. En fin de rencontre, le Maroc avait obtenu un penalty après recours à l'assistance vidéo. Quelques minutes auparavant, un but inscrit par Ismaïla Sarr avait été annulé sans vérification par la VAR, alimentant la frustration des supporters sénégalais.

Entre justice et controverse sportive, cette affaire laisse des traces durables dans les relations entre supporters et interroge sur la gestion sécuritaire et arbitrale des grandes compétitions africaines.

Youssef AVOCEGAMOU

LA CONTINUITÉ AU POUVOIR À L'ÉPREUVE DU TEMPS / RÉFORME CONSTITUTIONNELLE, OPPOSITION MARGINALISÉE ET SUCCESSION INCERTAINE

Djibouti s'achemine vers une nouvelle élection verrouillée



À l'approche de l'élection présidentielle prévue en avril 2026, Djibouti s'inscrit dans une dynamique de continuité politique marquée par une réforme constitutionnelle controversée. Le président Ismaïl Omar Guelleh, au pouvoir depuis plus de deux décennies, a levé en 2025 le dernier verrou juridique susceptible de freiner une nouvelle candidature.

Une Constitution remodelée pour prolonger le règne

En octobre 2025, une révision constitutionnelle majeure a supprimé la limite d'âge imposée aux candidats à la magistrature suprême. Quelques semaines plus tard, en novembre, le Parlement entérinait sans opposition cette orientation en abolissant toute restriction formelle à l'éligibilité présidentielle.

Adoptée sans véritable débat public, cette réforme illustre l'alignement quasi total de l'Assemblée nationale sur l'exécutif. Elle ouvre la voie à une prolongation du pouvoir présidentiel au-delà de 2026, dans un climat politique largement verrouillé.

Un scrutin sans suspense

Au pouvoir depuis 1999, Ismaïl Omar Guelleh, aujourd'hui âgé de 78 ans, aborde l'échéance du 10 avril 2026 en position de force. L'opposition, dénonçant un processus inéquitable, a

choisi de boycotter le scrutin, laissant peu de doute sur son issue.

Djibouti, petit État stratégique de la Corne de l'Afrique, occupe une position géographique clé à l'entrée du détroit de Bab el-Mandeb, carrefour maritime entre la mer Rouge et l'océan Indien. Cette situation confère au pays une importance géopolitique majeure.

Héritage politique et ancrage communautaire

Successeur de Hassan Gouled Aptidon, dont il fut longtemps le proche collaborateur, Guelleh s'inscrit dans une continuité politique remontant à l'indépendance du pays en 1977.

Issu de la communauté majoritaire des Issa-Somalis, il s'appuie sur un système où les équilibres entre groupes — notamment avec les Afars — restent déterminants. Ces dynamiques internes s'entrecroisent avec les réalités régionales, notamment en Éthiopie et au Somaliland, influençant les questions de sécurité et de gouvernance.

Multipartisme formel, domination réelle

Officiellement, Djibouti fonctionne selon un système multipartite. Dans les faits, le pouvoir demeure fortement concentré. Le Rassemblement populaire pour le progrès (RPP), pilier du régime, domine largement le Parlement,

épaulé par la coalition présidentielle.

Face à lui, les formations d'opposition peinent à exister dans un environnement marqué par des restrictions sur les libertés politiques et médiatiques. Boycotts électoraux et marginalisation institutionnelle illustrent les limites de la compétition démocratique.

Les ressorts d'une longévité politique

Trois facteurs principaux expliquent la stabilité du pouvoir en place.

D'abord, les réformes institutionnelles successives ont progressivement levé les garde-fous démocratiques, notamment avec la suppression de la limitation des mandats en 2010.

Ensuite, la position stratégique de Djibouti attire de puissants partenaires internationaux. Le pays accueille des bases militaires étrangères — américaines, françaises, chinoises, japonaises et italiennes — qui contribuent à sa stabilité économique et sécuritaire. Cette réalité limite les pressions extérieures en faveur de réformes politiques.

Enfin, la cohésion des élites joue un rôle central. Un réseau étroit de responsables politiques, d'acteurs économiques et de membres du cercle présidentiel contrôle les leviers essentiels de l'État et de l'économie, consolidant ainsi le statu quo.

Une économie portée par la géostratégie

L'économie djiboutienne repose principalement sur les activités portuaires et logistiques, renforcées par les revenus issus des bases militaires étrangères.

Depuis 2016, l'influence chinoise s'est accrue, notamment à travers le financement et la gestion d'infrastructures clés. Cette orientation a intégré davantage Djibouti dans

les circuits du commerce international.

Une succession en toile de fond

Malgré cette apparente stabilité, la question de l'après-Guelleh demeure entière. Aucun successeur n'a été officiellement désigné, alimentant une compétition feutrée au sein du cercle dirigeant. Membres de la famille, hauts responsables et figures économiques cherchent à consolider leurs positions en vue d'une transition inévitable.

Un bilan entre stabilité et fragilités

Le pouvoir met en avant un bilan marqué par la stabilité dans une région instable, notamment en comparaison avec les crises en Somalie ou en Éthiopie. Djibouti s'est également affirmé comme un hub stratégique et un acteur diplomatique régional au sein de l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

Cependant, des défis persistants demeurent : chômage élevé, coût de la vie, faible inclusion politique, en particulier pour une jeunesse qui n'a connu qu'un seul dirigeant.

Continuité ou verrouillage du système ?

Le consensus des élites, notamment entre représentants Issa et Afar, favorise le maintien de l'ordre établi, perçu comme un gage de stabilité et de préservation des intérêts économiques.

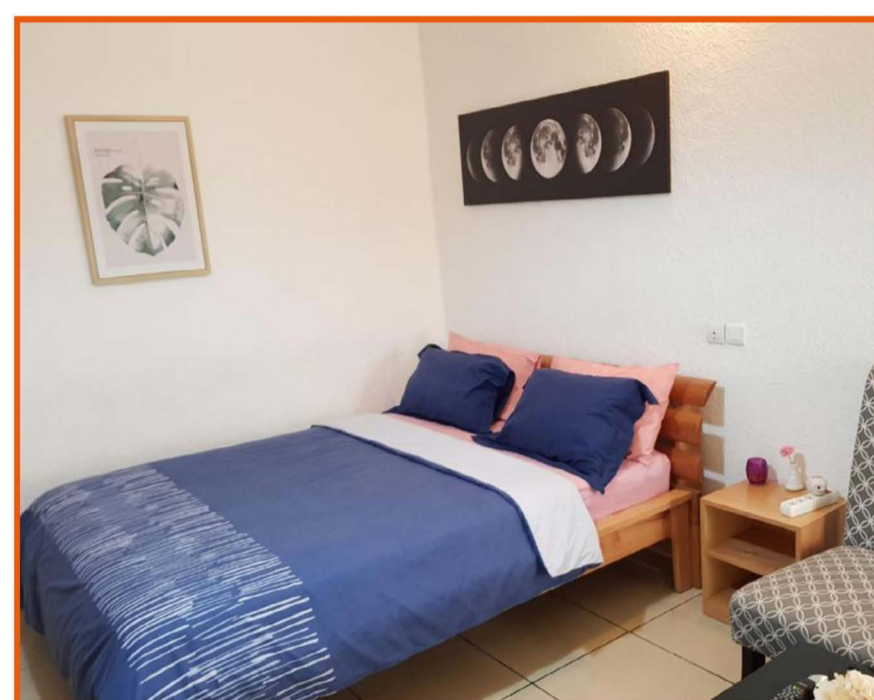
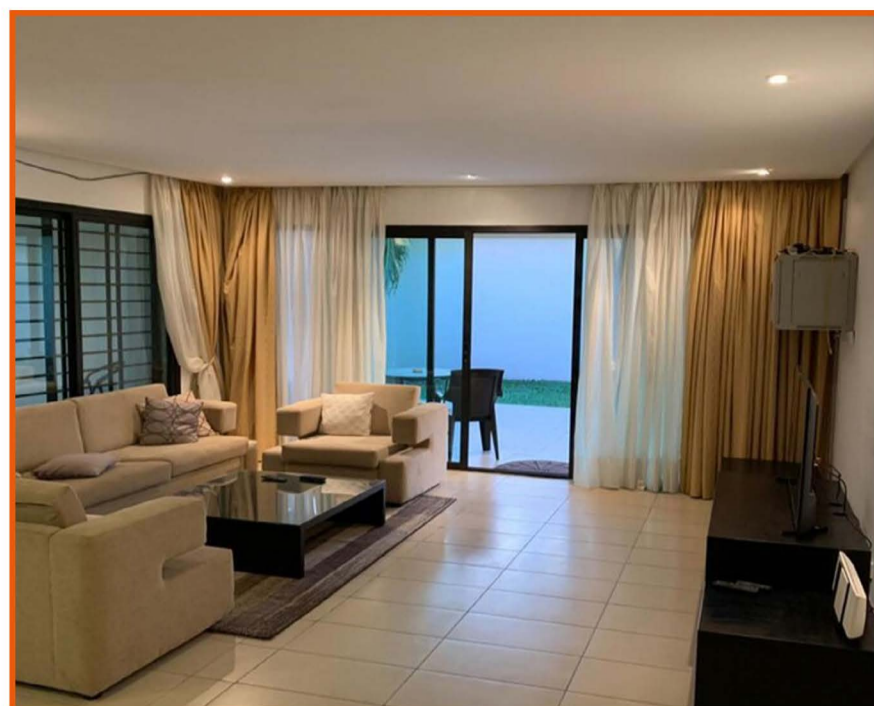
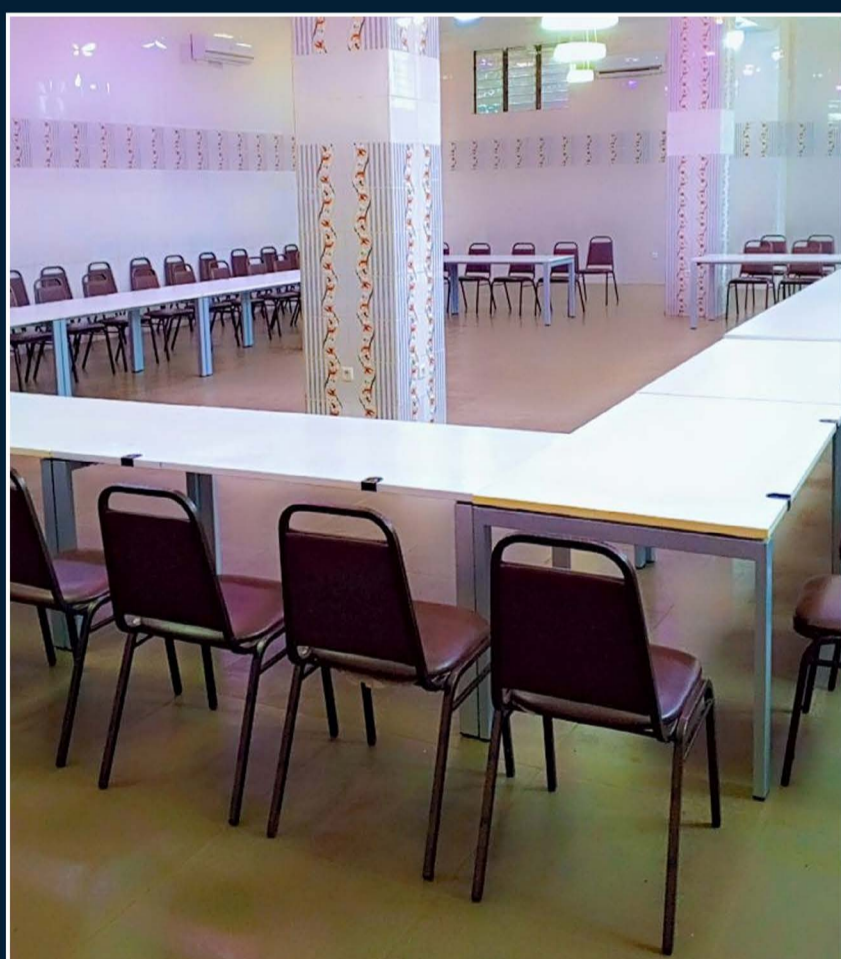
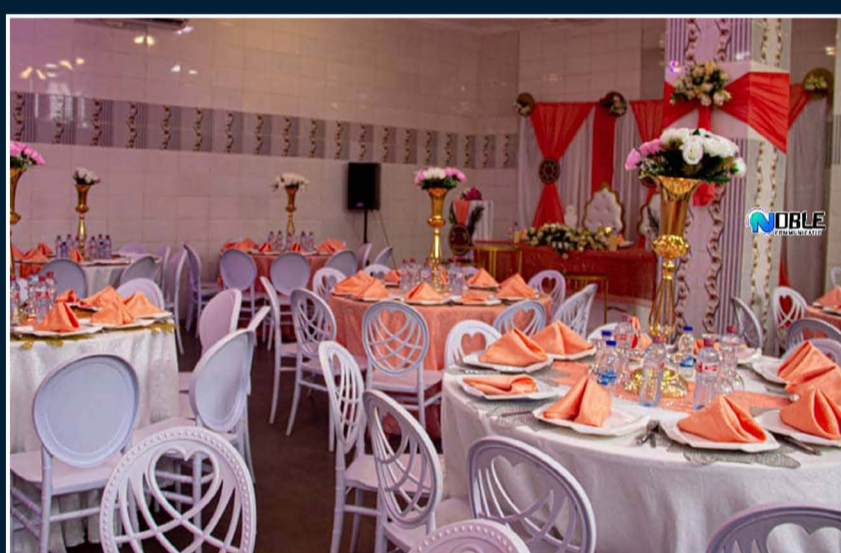
Mais l'absence de consultation populaire sur les réformes constitutionnelles et la limitation de l'espace politique soulèvent des interrogations sur la vitalité démocratique du pays.

À l'approche de 2026, Djibouti apparaît ainsi à la croisée des chemins : entre continuité assumée du pouvoir et attentes croissantes d'une société en mutation.

Youssef AVOCEGAMOU

ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

Les résidences
FENOUE



Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707